

Retrait américain de Syrie : l'anti-interventionnisme de Trump annonce-t-il la mise en route d'un « ordre multipolaire » ?



Le président américain est en plein bras de fer avec son gouvernement, décidé à maintenir son shutdown jusqu'à ce que le budget devant financer le mur de la frontière sud avec le Mexique soit approuvé. Politique « à la force du poignet » ou façon de responsabiliser les acteurs tant au pays qu'à l'étranger ?

Avec Alexandre Del Valle

Alors que le retrait des troupes américaines de Syrie, annoncé le 19 décembre par Donald Trump, a largement été commenté ces derniers jours, Alexandre del Valle analyse l'envers d'une telle décision et dégage ce qu'elle signifie pour l'avènement d'un « monde multipolaire ». C'est là un paradoxe inédit : la Maison Blanche, longtemps critiquée pour son interventionnisme sous couvert de « bienfaisance » (ou de « Manifest Destiny), est aujourd'hui fustigée pour son attitude inverse ! Les contempteurs de Trump en appellent ainsi au rôle de « leader » dévolu aux États-Unis depuis la seconde guerre mondiale, et à défaut attendent du reste du monde qu'il reprenne le flambeau de la protection de « l'ordre mondial », de la démocratie et du libre marché. Alors que l'Union Européenne manœuvre pour contrecarrer la Russie perçue comme l'ennemi existentiel, soutient un projet mondialiste sous couvert de globalisation, les États-Unis montrent un sens de la mesure et de la realpolitik inédits. L'abandon des Kurdes – critiqué avec justesse – est, certes, le dommage collatéral de l'opposition entre deux visions du monde totalement opposées: l'hyper-globalisation d'un côté, le « pays » d'abord de l'autre.

Décidément, Donald Trump a le don de tenir ses promesses de campagne, au grand dam de ses contempteurs qui avaient cyniquement compté sur son « assagissement » post-victoire – c'est-à-dire escompté qu'il n'ait fait que de l'esbroufe pour gagner mais qu'il rentre dans les rangs par la suite et trahissent ainsi ses électeurs. Le président américain avait promis de mettre un terme aux guerres coûteuses et interminables menées par les États-Unis à l'étranger, et voilà qu'il retire ses troupes de Syrie. Il compte également réduire de moitié la présence des troupes américaines en Afghanistan, après 18 ans de guerre « interminable ». Choqué, le Secrétaire de la Défense, James Mattis, dont on attendait qu'il émousse la vision « America First » du président Trump, a remis sa démission en signe de désaccord total. Les « alliés » occidentaux s'en inquiètent, car Mattis était vu comme un grand soutien de l'OTAN, là où Trump menaçait (bluff) parfois même d'en sortir, au motif que les pays membres de l'Alliance ne prennent pas leur part du fardeau financier, ce qui est la stricte vérité. Cette plainte n'est d'ailleurs pas nouvelle, car tous les présidents des États-Unis ont regretté depuis des décennies que le budget devant être alloué à la défense n'ait jamais été atteint par les pays membres, notamment ceux de la « vieille Europe ». Toutefois, Donald Trump, avec sa verve coutumière, l'a exprimé plus clairement encore, avec sa manière toute particulière de mener des « deals », c'est-à-dire des « propositions que l'on ne peut pas refuser », pour paraphraser un célèbre mafieux new yorkais... Les États-Unis supportent en fait près de 75% des coûts de l'OTAN, dont l'objectif est pourtant en premier lieu de défendre la sécurité européenne, objectif hérité de la guerre froide et qui n'a plus grand sens aujourd'hui pour certains.

L'abandon des forces kurdes qui ont combattu DAECH ?

Le retrait de Syrie pourrait signer le coup d'arrêt pour les forces Kurdes qui ont pourtant joué un rôle crucial dans les multiples défaites de l'Etat Islamique depuis 2016. D'un autre côté, sans leur allié américain, les Kurdes pourraient être amenés à reformer leur alliance avec les forces pro-gouvernementales afin de contrer la répression turque, Erdogan cherchant à les écraser des deux côtés de l'Euphrate. Ce serait donc l'opportunité pour le régime de Bachar Al-Assad de recouvrer l'entièreté du territoire syrien, avec bien sûr un fort appui russe, territoire pour l'instant laissé à la gestion des Forces de Défense Syriennes (principalement composées de Kurdes des YPG et de leurs alliés arabes locaux), ceci du fait de la faiblesse de l'armée syrienne qui devait privilégier l'ennemi principal, à savoir les jihadistes internationaux et les rebelles sunnites arabes et turcophones. Il est clair que sans les Américains sur le sol syrien, le jeu des forces en présence (Russie, Turquie, Iran) peut basculer à tout moment sans qu'on en connaisse l'issue. Cependant, ceux qui, parmi les capitales occidentales moralisatrices, accusent Donald Trump « d'abandonner les Kurdes », se sont souvent bien gardés de dénoncer les agissements d'Erdogan contre les kurdes, et ce dans une logique du double standard devenue la norme à l'international ces dernières années. Ils se gardent également de noter qu'en réalité, le président américain respecte tout simplement le droit international, et en particulier celui des Nations Unies, en réitérant son attachement non seulement au « patriotisme » (« America first ») mais aussi par là même occasion, celui de l'intangibilité des frontières. Un principe fondateur du droit international que la plupart des prédécesseurs de « Donald » ont tous violé, à commencer par les Bush et les Clinton, que ce soit en Amérique latine, en Irak, ou en ex-Yougoslavie. Les kurdes ont certes combattu avec une bravoure remarquée par la « communauté internationale », mais leur désir de former un État indépendant ne pouvait signifier, en cas de victoire pour eux, que la fin de la Syrie telle qu'on la connaît, et de surcroît la déstabilisation des trois autres pays abritant des forces et populations kurdes travaillées par le désir séparatiste (Irak, Iran, Turquie). Cette fois-ci, c'est peut-être donc l'occasion pour le régime syrien de contrôler à nouveau l'ensemble de son territoire, ce que Trump semble bien avoir à la fois compris et accepté, voir négocié tant avec les Turcs qu'avec les Russes. En fait, en bon adepte de la Realpolitik, certes, non fait de bons sentiments mais de réalisme et de cynisme, le président étatsunien a de facto décidé de laisser la main haute aux deux puissances étrangères les plus décisives en Syrie : la Russie et la Turquie, lesquelles se sont elles-mêmes entendues depuis 2016 dans le cadre des accords d'Astana (militaires) et de Sotchi (politiques), alors qu'elles poursuivent au départ des intérêts totalement opposés en Syrie. De ce fait, si Ankara s'est vengée du soutien américain aux forces kurdes en se rapprochant depuis 2016 de Moscou (après une crise pourtant très grave en 2015), le retrait américain peut finalement rééquilibrer la donne et finalement mener à une sortie du conflit. Et l'aide militaire américaine apportée aux milices kurdes et FDS à l'est de l'Euphrate n'est pas pour autant totalement supprimée : tout dépendra en fait de la façon dont l'armée turque et le néo-Sultan Erdogan profitera de façon sage ou inconsidérée du vide stratégique laissé par le retrait américain.

Les Américains se retirent-ils du jeu mondial ?

Les réactions au retrait américain n'ont pas manqué, certains estimant que le « versatile » Donald Trump « lâchait » ses alliés. En réalité, les critiques viennent de deux camps opposés. D'une part, celle des néoconservateurs et des Démocrates, adeptes de l'interventionnisme américain, et qui voient dans le « repli » de leur Président « l'abandon » du rôle de « leader mondial » dévolu aux États-Unis, voire même un « manquement au devoir moral » de répandre la démocratie et le « bien » puis soutenir la « liberté dans le monde ». Ce n'est d'ailleurs sans doute pas Donald Trump qui les dé tromperait : après tout, sa promesse est de mettre « l'Amérique d'abord », et l'on ne soigne jamais aussi bien son chez-Soi qu'en cessant de se dépenser pour le compte des Autres. L'autre camp des critiques est celui des Européens qui s'indignent de ce que les États-Unis ne jouent plus le « jeu mondial », celui de la globalisation d'abord, entendue non plus comme des moyens d'échanges mais comme un projet mondialiste, nuance que Trump a explicitement évoquée. Or de l'avis de nombre de ses soutiens et électeurs, globalement restés fidèles, les mesures prises par le président américain depuis le début de sa présidence ont eu un effet particulièrement positif pour les Américains : le taux de chômage est au plus bas – y compris chez les Noirs américains, le prix du carburant a chuté, et la bourse n'a cessé de progresser jusqu'à la très récente crise du *shutdown*. Comme le rappelle Randall Schweller dans *Foreign Affairs*, Trump respecte en fait son engagement de mettre fin à l'ère où « *nos politiciens semblent plus intéressés de défendre les frontières d'autres pays que du leur* ». C'est d'ailleurs dans ce contexte qu'on peut comprendre le bras de fer actuel du président avec son administration visant à faire voter le financement du mur de la frontière sud avec le Mexique. Plutôt qu'un retrait du jeu mondial dont il laisserait la direction à d'autres, Trump entend en fait « responsabiliser » ses alliés, qu'ils soient latino-américains, européens ou asiatiques, et par conséquent redistribuer les cartes.

Trump à contre-courant de la grande unification « libérale »

Alors qu'en Europe les alliances se succèdent dans le sens d'un soutien idéologique à une globalisation effrénée qui cache mal un projet mondialiste, Trump a clairement montré son intention de recentrer la politique américaine sur les intérêts des citoyens américains. Qu'on le dénonce comme téméraire, imprudent ou irréfléchi ne le gêne pas outre-mesure, autre pied de nez à la règle informelle internationale du « (cosmo)politiquement correct » qui veut que « dénoncer » les trublions suffirait à les faire rentrer dans le rang. Or Donald Trump est bien décidé à mettre fin au multilatéralisme excessif, pas celui des années 1950 originel, mais celui, actuel, hérité de l'Après-Guerre froide, qui réduit la capacité des Etats à contrôler « leurs » affaires nationales propres par toute une série de contraintes morales et juridictionnelles. Les Etats-Unis se sont ainsi retirés de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, de l'accord de Libre-échange pacifique TTIP ; des négociations sur le Pacte global sur la migration des Nations Unies, etc. En d'autres mots, Trump va entièrement à l'encontre du mouvement que poursuit l'Establishment européen, canadien et états-unien, plus soucieux d'ouvrir les frontières, de favoriser la « migration », et d'accélérer la globalisation que de répondre aux « passions » dangereuses et « identitaires » des citoyens lambdas que l'on doit de ce fait « rééduquer ». La triste ironie est que ces élites moralisatrices cosmopolitiquement correctes qui blâment les États-Unis de Donald Trump pour leur « *manque d'engagement dans la grande lutte mondiale contre le réchauffement climatique* » ou le fait de resserrer l'étai sur les tarifs douaniers avec la Chine, se couchent devant la Chine néo-impériale et feignent de nier la stratégie déloyale de Pékin qui pille les technologies occidentales, viole les règles de libre-échange de l'OMC, pratique un protectionnisme sournois et demeure de loin le plus grand pollueur au monde. A noter d'ailleurs que ce que les experts annonçaient comme un « désastre économique » pour les Américains a en fait été l'occasion de redresser un rapport

de forces complètement déséquilibré entre la Chine et les États-Unis. En effet, Beijing a fini par céder en offrant à l'administration de Donald Trump d'augmenter ses importations de produits américains en échange du desserrement par les États-Unis de l'état sur la douane et de la baisse sa taxe sur les voitures à 15 % (contre 25%, sachant que la taxe américaine équivalente était de 2,5% !). De même, alors que les États non-signataires du Pacte global sur les Migrations qui a tant fait jaser le « boboland » immigrationniste se voyaient sermonnés sur leur manque de vision – Donald Trump s'étant retiré de la table des négociations déjà un an avant le document final - on feint d'oublier que les États-Unis ont le plus haut pourcentage de migrants dans le monde.

Deux visions du monde, deux types de gouvernance ?

Les critiques ne manquent pas, en particulier concernant le dédain supposé de Trump pour ses alliés. Or derrière cette critique, il convient de voir deux visions du monde – et du rôle joué par les États-Unis – qui s'opposent radicalement. Le respect des alliés est en fait l'autre face de l'interventionnisme américain sous couvert de « répandre » la démocratie – comme si l'on pouvait l'étaler à travers le monde, au mépris des spécificités géopolitiques et des jeux d'équilibres précaires propres à la région du Moyen-Orient. Le recentrage voulu par Trump montre en fait que cette administration « isolationniste » est veu faire entrer les États-Unis dans une phase de maturité « multipolariste » alors que ses autres partenaires occidentaux (européens et canadien) de l'OTAN puis « l'Etat profond » démocrate-néo-cons américain s'enfoncent dans ce qui ressemble très fort à de *l'hubris*. Il est facile de tout mettre sur le compte d'une « folie » du président américain, mais nombre des accords qu'il a répudiés (accord sur le nucléaire iranien, accord sur le climat, pacte global sur la migration) et des organisations qu'il critique étaient problématiques à plusieurs points de vue, et avant tout du point de vue américain lui-même qui en supporte le coût financier. Là où en Europe, on fait fi du contexte et de l'histoire, Donald Trump est finalement plus attentif à la situation actuelle de « multipolarisation » du monde de l'après-guerre froide. En effet, n'en déplaise à ceux qui s'évertuent à faire de Moscou l'œil de Sauron, la Guerre froide n'est plus, et le rôle de l'OTAN est donc à revoir de fond en comble. Ce qui ne veut pas dire détruire cette organisation, contrairement à ce que l'on a stupidement reproché à Donald Trump. La réelle aversion de Trump à faire usage de l'interventionnisme militaire et à privilégier la négociation (même très « hard » ou « cash »), dans un style souvent discutable, peut choquer, mais force est de constater son efficacité, comme on l'a vu par exemple avec la Corée du Nord, et peut être bientôt avec le régime totalitaire iranien, sur le point d'être économiquement à genoux. C'est d'ailleurs peut-être le secrétaire d'État américain Michael Pompeo qui l'a le mieux exprimé, notamment lorsqu'il a parlé de la capacité de Donald Trump à discuter même avec ses adversaires les plus déterminés : comme Ronald Reagan en son temps, Trump a le mérite de mélanger la clarté morale et l'acuité diplomatique. Une forme de réalisme politique auquel on aimerait voir nos dirigeants revenir.